

Lien social et Politiques

Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec

Rachel Sarrasin, Anna Kruzynski, Sandra Jeppesen et Émilie Breton

Radicalités et radicalisations
Numéro 68, automne 2012

URI : id.erudit.org/iderudit/1014809ar
DOI : [10.7202/1014809ar](https://doi.org/10.7202/1014809ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sarrasin, R., Kruzynski, A., Jeppesen, S. & Breton, É. (2012).
Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au
Québec. *Lien social et Politiques*, (68), 141–166.
doi:10.7202/1014809ar

Résumé de l'article

La mobilisation contre la mondialisation des échanges économiques au tournant du xxi^e siècle et, au Québec en particulier, dans le cadre du Sommet des Amériques en 2001 a donné l'impulsion à un mode d'engagement politique qui prend forme à l'extérieur des voies institutionnalisées de l'action partisane et du milieu communautaire. S'inspirant de la pensée politique anarchiste, les initiatives en apparence fragmentées qui s'inscrivent dans cette option libertaire forment aujourd'hui dans la province une communauté de mouvement social antiautoritaire. L'article a pour objectif de tracer un portrait empirique de cette communauté en dégagant la culture politique et l'interface organisationnelle qui relie les différents acteurs qui la composent. Mobilisés sur une variété de thématiques de lutte, ces acteurs antiautoritaires portent l'embryon d'un projet politique alternatif fondé sur la promotion de l'autonomie collective. Ce faisant, la communauté antiautoritaire porte les germes d'une façon novatrice de se réapproprier le politique par la pratique de la préfiguration, contribuant à la radicalisation du répertoire des formes d'engagement disponibles dans le paysage social et politique québécois.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-utilisation/>]

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec

RACHEL SARRASIN

Membre du Collectif de recherche
sur l'autonomie collective
Université Concordia
Département de science politique
Université de Montréal

ANNA KRUYNSKI

Membre du Collectif de recherche
sur l'autonomie collective
École des affaires publiques et
communautaires
Université Concordia

SANDRA JEPPESEN

Membre du Collectif de recherche
sur l'autonomie collective
Université Concordia
Université Lakehead Orillia

ÉMILIE BRETON

Membre du Collectif de recherche
sur l'autonomie collective
École des affaires publiques et
communautaires
Université Concordia

Il est généralement admis que les pays occidentaux connaissent en leur sein une désaffection citoyenne sans précédent. Si le faible taux de participation électorale témoigne du désabusement actuel face à la politique des partis, on note également une diminution de l'implication dans certains milieux associatifs comme le mouvement syndical ou les groupes communautaires¹. Pourtant, les initiatives militantes qui prennent forme à l'extérieur des voies de participation institutionnalisées se multiplient. Au Québec, après le moment fort de contestation qu'a représenté le Sommet des Amériques de 2001, les contraintes que

1. La question de la relève dans les organismes communautaires est une préoccupation bien réelle dans un contexte de transformation de l'implication bénévole. À ce sujet, consultez notamment la documentation produite par le Centre St-Pierre, disponible en ligne: www.centrestpierre.org/publications/outils.html

pose une mobilisation d'une telle envergure, de même que la volonté d'enraciner la lutte dans des réalités concrètes, amènent de nombreux individus à créer leurs propres espaces d'organisation politique. Les questions relatives à la migration des personnes, la guerre, l'environnement, la situation des personnes gaies, lesbiennes, trans et *queers*², la gentrification des quartiers urbains ou encore les luttes autochtones et la colonisation deviennent alors autant de foyers de résistance à (ré)investir par des groupes radicaux qui situent leur action en parallèle des mouvements communautaires et d'économie sociale.

Il apparaît dès lors plus nuancé d'évoquer un changement dans les modes contemporains de la représentation politique et de l'engagement, conduisant à l'exploration de formes de militantisme en dehors de la sphère politique traditionnelle, plutôt que d'un processus généralisé d'apathie et de dépolitisation (Quéniart et Jacques, 2004 ; Tormey, 2004). L'émergence de ce nouveau type de militantisme a notamment été documentée dans les analyses du mouvement altermondialiste qui repèrent dans cette « multitude » (Hart et Negri, 2004) l'expression d'une nouvelle subjectivité radicale (Benasayag et Sztulwark, 2003). La désaffection partisane et associative a en ce sens parmi ses corollaires la radicalisation vers un type d'investissement politique qui n'a pas pour finalité la quête du pouvoir au sein des institutions existantes, mais vise plutôt à préfigurer dans des expériences concrètes la nouvelle société à construire. En dépit de leurs objets de lutte divers, les initiatives en apparence fragmentées qui suivent cette dernière voie partagent une conception de l'action politique dont la forme et la finalité s'inspirent d'un renouveau de la pensée et des pratiques anarchistes (Graeber, 2002 ; Day, 2005 ; Milstein, 2010). Ce faisant, elles constituent un nouveau « champ militant » (Péchu, 2001 : 76) dont la radicalité se mesure à son degré de différenciation et d'autonomisation par rapport aux espaces d'engagement plus traditionnels.

Le présent article explore cet engagement politique radical au Québec en dressant un portrait du mouvement social animé par la perspective anarchiste contemporaine dans la province. L'intérêt de cette étude de cas tient notamment à la nécessité d'actualiser les rares travaux qui se sont intéressés à la question de l'enracinement québécois du phénomène global de résurgence du courant libertaire (Delisle-L'Heureux et Kruzynski, 2007 ; Dupuis-Déri, 2007 ; Lambert-Pilote *et al.*, 2007 ; Gaudet et Sarrasin, 2008). Cette recherche poursuit ainsi la démarche de même nature portant sur l'incarnation récente de l'expérience libertaire en Europe (Della Porta, 2004, Agrikoliansky *et al.*, 2005), aux États-Unis (Epstein, 2001 ; Williams et Lee, 2008 ; Williams, 2009) ou encore en Israël et

2. Terme anglais à l'origine utilisé comme une insulte à l'endroit des personnes dont l'identité sexuelle et/ou de genre ne correspondait pas à la norme sociale dominante, il est aujourd'hui réapproprié par les individus et les groupes qui remettent en question les normes identitaires fondées sur le genre et l'orientation sexuelle (Breton *et al.* 2007 ; Boucher 2010).

en Palestine (Gordon, 2008), pour ne nommer que quelques-uns de ces travaux. Même si l'anarchisme est présent dans les luttes sociales au Québec depuis la fin du XIX^e siècle (Houle-Courcelles, 2008), on peut en effet convenir que la tradition libertaire y était moins bien implantée qu'en d'autres contrées avant les mobilisations altermondialistes qui ont marqué les décennies 1990 et 2000. Depuis, un ensemble varié de groupes, collectifs et réseaux forment aujourd'hui dans la province une communauté antiautoritaire dont l'analyse et les pratiques sont orientées par cette option politique libertaire.

Un premier objectif de ce texte consiste donc à démontrer que la logique fédératrice de cette communauté est marquée par une culture politique partagée par ses différents acteurs et relayée par une interface organisationnelle transversale. Les initiatives qui s'inscrivent dans cet ensemble, au contraire d'être isolées les unes des autres, ont plutôt en commun un projet politique qui repose sur la promotion de l'autonomie collective, soit la mise en œuvre des principes d'autodétermination et d'autoorganisation. En ce sens, tout en participant au renouvellement de la pensée et des pratiques anarchistes, nous soutenons dans un deuxième temps que l'option libertaire actuelle porte les germes d'une façon novatrice de se réapproprier le politique par la pratique de la préfiguration, contribuant à la radicalisation du répertoire des formes d'engagement disponibles dans le paysage social et politique québécois.

MÉTHODOLOGIE ET COLLECTE DES DONNÉES

Le Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC) s'intéresse depuis 2006 aux initiatives visant la création de projets alternatifs aux structures sociales et politiques dominantes au Québec, dans une quête pour l'autonomie collective. Ces expériences partagent une perspective qui s'inspire d'un anarchisme contemporain, que certains préfèrent désigner par l'appellation *antiautoritaire*³. La méthodologie de recherche utilisée par le CRAC dans ce travail de documentation s'inspire de la recherche-action participative (Bevington et Dixon, 2005). Cette démarche est caractérisée par le fait que les personnes qui mènent ces recherches sont elles-mêmes impliquées dans les groupes, collectifs et réseaux étudiés. En retour, les autres membres de ces groupes, collectifs et réseaux sont impliqués dans les étapes de la recherche, de la validation des analyses et de la mise en forme des documents. Enfin, le CRAC lui-même est un collectif basé sur

3. Le terme « antiautoritaire » est utilisé par le CRAC à l'instar de l'utilisation qu'en font un nombre grandissant de militants et d'analystes, au Québec et ailleurs (Milstein, 2010). Il est utilisé de préférence à l'appellation anarchiste ou libertaire en raison de diverses considérations exprimées par les participant.es aux recherches du CRAC. Parmi celles-ci, notons entre autres le refus des étiquettes, le refus du dogmatisme associé à une idéologie précise, le désir de rompre avec la connotation négative souvent associée à l'anarchisme, etc. Néanmoins, lorsque les termes « anarchiste » et « libertaire » sont employés dans ce texte, ils le sont en tant que synonymes du qualificatif « antiautoritaire » et désignent donc la même réalité politique.

des affinités antiautoritaires et (pro)féministes qui cherche à appliquer en son sein des pratiques émancipatrices. La posture adoptée dans la recherche est donc intentionnellement engagée dans le sens de la promotion de travaux qui auront des impacts positifs sur le milieu étudié.

Le travail de recherche du CRAC a d'abord consisté en la réalisation d'une recension des groupes antiautoritaires ayant émergé au Québec au tournant de la dernière décennie du xx^e siècle. Par la suite, des entrevues ont été réalisées avec 125 militants et militantes impliqués dans une dizaine de groupes et réseaux antiautoritaires. Certaines de ces entrevues ont mené à la réalisation de monographies portant chacune sur un groupe ou réseau particulier, notamment le groupe féministe libertaire Ainsi squattent-elles (Pirotte, 2009), le groupe écoradical Liberterre (Kruzynski et Guilbert, 2008), le groupe *queer* radical Les Panthères roses – Montréal (Boucher, 2010), ainsi que deux projets de jardins autogérés (Lambert-Pilotte et Delisle-L'Heureux, 2010). D'autres entrevues ont été réalisées avec des militants et militantes de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) (Breton, à paraître), de Qteam (groupe *queer* radical), du Ste-Émilie Skillshare (lieu de création et de partage *queer*), du réseau des féministes radicales, de même que du réseau des (pro)féministes organisant dans les groupes antiracistes/anticoloniaux (Eslami et Maynard, à paraître).

Parallèlement, le CRAC a effectué une analyse globale des données afin de mettre en lumière les éléments transversaux qui caractérisent le milieu antiautoritaire. Les résultats préliminaires de cette analyse ont été discutés par une soixantaine de militants et militantes issus de divers groupes et réseaux de ce milieu au cours d'une fin de semaine de réflexion réalisée en février 2011. Le présent article s'inspire de l'analyse collective réalisée par le CRAC et des documents qui ont été produits dans le cadre de cet exercice de validation⁴ (CRAC, 2011a, 2011b, 2011c). Une liste des documents réalisés à ce jour par les membres du CRAC et sur lesquels se base le présent article est présentée en annexe.

LA COMMUNAUTÉ ANTIAUTORITAIRE AU QUÉBEC

Le Sommet des Amériques en 2001 a représenté un moment fort de consolidation du courant libertaire au Québec. Incarné par des groupes comme la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) à Montréal et le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA) à Québec, le point de vue antisystémique qui fondait le principe d'opposition de ces groupes s'accompagnait d'une stratégie d'action importante, développée autour de l'idée du respect de la diversité des tactiques et de formes d'organisation inspirées de la démocratie directe. Une décennie plus tard, la pensée anarchiste contemporaine est actuellement portée à la fois par des

4. Les versions originales de ces textes sont disponibles sur le site Web du CRAC : www.crac-quebec.org

groupes et des réseaux qui se revendiquent explicitement de la pensée libertaire et d'autres qui expriment des affinités idéologiques avec cette perspective sans pour autant se déclarer ouvertement anarchistes (Graeber, 2002 ; Dupuis-Déri, 2005). Pour cette raison, l'appellation *antiautoritaire* est l'objet d'une acceptation plus consensuelle auprès de ces acteurs qui ont investi des fronts de lutte variés dans la foulée des mobilisations altermondialistes du tournant du siècle.

La conception de ces différentes initiatives militantes comme formant un ensemble unifié trouve son fondement dans la proposition selon laquelle un mouvement social est un « *network of informal interactions between a plurality of individuals, groups and/or organizations, engaged in a political and cultural conflict, on the basis of a shared collective identity* » (Diani, 1992 : 13). Cette constellation d'acteurs informellement liés⁵ peut elle-même être composée de différents « réseaux submergés » qui ne se manifestent publiquement qu'à l'occasion (Melucci, 1996). À ce titre, si le milieu antiautoritaire s'exprime au grand jour lors de mobilisations publiques comme celle du Sommet des Amériques en 2001 ou celles, plus récentes, contre les rencontres du G8 et du G20 à Toronto en 2010, les acteurs qui l'animent sont actifs à longueur d'année à l'ombre des projecteurs, enracinés au quotidien dans différents milieux et intervenant sur une variété d'enjeux.

Dans cette lignée, la notion de communauté de mouvement social nous permet d'appréhender l'infrastructure qui soutient le travail des militants autant lors de périodes clés de mobilisation qu'à l'extérieur des expressions publiques d'un mouvement (Buechler, 1990). Cette communauté vient soutenir les pratiques des acteurs dans une perspective donnée lors des moments d'accalmie et assure ainsi la survie de ce mouvement (Staggenborg, 1998). En ce sens, un mouvement social ne se développe pas seulement en fonction de changements dans la structure d'opportunité politique, mais également en raison des effets produits par la présence d'une communauté de mouvement social qui favorise la mobilisation continue des militants, offrant différentes opportunités d'organisation et d'action hors des grandes campagnes d'action.

Suivant cette perspective, la communauté antiautoritaire au Québec est active sur l'ensemble du territoire de la province, mais concentrée essentiellement dans les milieux urbains, et particulièrement à Montréal. Bien qu'une estimation du nombre de militants et militantes associés à cette communauté est hasardeuse étant donné la nature mouvante de leur implication, on peut néanmoins avancer qu'environ quelques milliers de personnes sont associées plus ou moins directement à la communauté antiautoritaire. Cette dernière est formée dans un premier temps d'un terreau composé de groupes, collectifs et individus interreliés et qui s'organisent autour de divers enjeux de lutte. Pour

5. C'est-à-dire, d'après Diani (1992 : 2), sans qu'il n'y ait nécessairement de normes procédurales formelles ou de liens organisationnels explicites entre les acteurs.

la plupart, ces groupes et collectifs sont composés de cinq à vingt personnes rassemblées autour d'une affinité politique, identitaire, affective ou géographique⁶. À un deuxième niveau, ces groupes, collectifs et individus en lutte sur des thématiques connexes sont regroupés en réseaux entretenant entre eux des liens plus ou moins directs, plus ou moins soutenus selon les cas⁷.

Aujourd'hui au Québec, la communauté antiautoritaire est ainsi constituée de plusieurs réseaux dont le travail respectif est orienté vers les enjeux concernant la lutte antiraciste/anticoloniale/anti-impérialiste ; la violence et la répression étatique ; la solidarité internationale ; le syndicalisme/travail/pauvreté ; la gentrification des quartiers urbains ; l'écologisme ; le milieu étudiant ; le féminisme radical et la perspective *queer* radicale⁸. Ces réseaux ne sont bien entendu pas mutuellement exclusifs et se recourent régulièrement dans leurs thématiques de lutte, notamment en raison de la circulation des militants qui se déplacent souvent tels des électrons libres dans la communauté, gravitant autour de divers enjeux en fonction d'une cause qui leur est chère, d'un besoin exprimé par le mouvement ou d'un projet ponctuel (Pleyers, 2004). Ces connections sont surtout renforcées par le fait que la communauté antiautoritaire se structure autour d'une culture politique et de la création d'une interface organisationnelle qui assurent la consolidation du lien politique entre les acteurs qui la composent.

Une culture politique libertaire

L'absence d'un positionnement idéologique clair et explicite qui traverserait l'ensemble de la communauté antiautoritaire s'explique en partie par le refus d'être associé à un cadre d'analyse statique et mécanique dont les notions de base seraient ancrées dans un sens univoque. L'unité politique de la communauté antiautoritaire se reconnaît plutôt à l'existence de relations mutuelles entre des acteurs connectés les uns aux autres par un sentiment d'appartenance. Ce sentiment du « nous » qui traverse la collectivité est fondé sur la perception d'une relation ou d'un statut partagé entre les membres : il alimente des inclinaisons positives à l'égard des autres individus qui composent la communauté (Taylor et Whittier, 1992 : 107).

-
6. Le groupe d'affinité ou collectif affinitaire est la forme d'organisation des groupes primaires privilégiée par les anarchistes. Il s'agit d'une forme d'organisation autonome où des individus se rassemblent en petit nombre, de manière librement consentie, sur la base de liens intimes, de confiance ou de proximité (Dupuis-Déri, 2003).
 7. Selon cette perspective inspirée de McAdam et Snow (2010 : 255), la notion de réseau est utilisée comme terme opérationnel désignant les liens, relations et connections entre les différentes unités d'analyse – les groupes, collectifs et individus appartenant à la communauté antiautoritaire.
 8. Le milieu *queer* radical se distingue du milieu *queer* en général en ce qu'il s'oppose à la binarité des genres et à l'hétéronormativité – c'est-à-dire l'hétérosexualité érigée en norme sociale dominante –, tout en ayant une analyse intersectionnelle qui relie ce type d'oppression à d'autres structures de domination (principalement l'État, le capitalisme, le patriarcat, le racisme, le colonialisme et l'impérialisme) (CRAC, 2011c).

Suivant cet esprit, le fil conducteur qui tisse l'appartenance des membres à la communauté antiautoritaire peut être envisagé comme une culture politique apparentée à la pensée anarchiste contemporaine⁹ (Gordon, 2007, 2008). Transgressant les impératifs d'unité théorique habituellement reliés à la conformité idéologique, cette culture politique peut se concevoir comme une «boîte à outils incluant tout à la fois les croyances, les pratiques, les schémas narratifs et les visions du monde, autant de formes symboliques qui servent à informer les stratégies d'action disponibles» (Fillieule, 1997 : 209-210, dans Luck, 2008 : 17). Elle réfère à un ensemble d'orientations conjointes qui teintent les manières de penser, d'être et de faire des membres de la collectivité (Gordon, 2008 : 14)¹⁰. Cette culture politique libertaire imprègne donc les différentes initiatives de la communauté antiautoritaire au Québec et construit une impression de familiarité sur la base de positions politiques, de stratégies d'action et de formes organisationnelles communes aux acteurs qui la constituent.

Au premier rang des caractéristiques partagées par les membres de cette communauté antiautoritaire se trouvent des **positions politiques** qui se cristallisent autour d'une analyse des différentes manifestations de la domination dans nos sociétés. La source de cette dernière est ramenée aux fondements du système d'organisation capitaliste et de ses formes d'oppression corollaires, entre autres le patriarcat, l'impérialisme, le racisme et l'hétérosexisme. La reconnaissance de l'imbrication de ces différents systèmes d'oppression fonde la compréhension de l'engagement dans une lutte commune qui va au-delà des enjeux spécifiques ciblés par les acteurs. Les membres de la communauté rejettent également toutes les formes d'autorité jugées illégitimes, au premier chef desquelles l'État est perçu comme l'institution centrale soutenant l'expression de ces différents rapports d'oppression. L'action politique gouvernementale est donc considérée comme inapte à enrayer les causes fondamentales des injustices dénoncées.

Enfin, ces prises de position ne se limitent pas à un principe d'opposition contre toutes les formes d'autorité illégitime mais affirment également des valeurs alternatives au système qu'elles dénoncent. L'adhésion à ces valeurs positives se formule notamment, et de manière non exhaustive, par la promotion de la justice sociale, l'égalité, la liberté, l'entraide, l'autonomie, la créativité et le respect de la

9. Il ne sera pas question ici de ce qui distinguerait la pensée anarchiste classique de la pensée anarchiste contemporaine. Précisons seulement que la référence à un anarchisme contemporain réfère à l'actualisation, au gré des expériences concrètes et des événements historiques, de la pensée des auteurs des XIX^e et XX^e siècles associés à ce courant.

10. L'expression «culture politique» utilisée dans la perspective de Gordon est en quelque sorte une réappropriation du concept élaboré par Gabriel Almond et Sydney Verba dans leur ouvrage fondateur sur le sujet (*The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, 1963). Pour Almond et Verba, la culture politique réfère aux facteurs culturels qui affectent le développement d'entités politiques nationales. L'usage du terme à une échelle réduite, comme le propose Gordon, fait ainsi écho à la définition d'une sous-culture (*subculture*) chez Almond et Verba, soit une culture partagée par un ensemble d'acteurs qui se différencient de la culture dominante.

diversité dans chacun des projets lancés par les membres de la communauté. Ces valeurs combinées à la prise de position contre toutes les formes d'autorité illégitimes sont traduites, par exemple, par des déclarations en faveur de la libre circulation des personnes, de l'abolition des frontières, de la justice environnementale, du respect de la dignité et du consentement dans toutes les relations humaines, de l'autonomie reproductive, de la souveraineté alimentaire, etc.

Dans un souci de cohérence avec ces prises de position, les acteurs qui composent la communauté antiautoritaire privilégient le recours à l'action directe dans le choix de leurs stratégies d'action, c'est-à-dire une prise en charge collective par les personnes directement concernées par un enjeu et leurs alliés, en dépendant le moins possible de l'intervention d'organisations intermédiaires. Au besoin, les militants et militantes antiautoritaires concentreront leurs énergies sur certaines «luttés de front¹¹», se solidarisant avec les personnes et communautés de base vivant de multiples oppressions dans une lutte commune pour l'amélioration dans l'immédiat des conditions de vie. Les membres de la communauté prônent également le respect d'une diversité des tactiques, soit d'un spectre varié d'actions dont la sélection se fait selon les situations et besoins particuliers, sans se restreindre à une forme particulière d'opposition. Ces tactiques peuvent prendre la forme de l'éducation populaire, de la désobéissance civile, de l'intervention artistique, d'un geste de subversion, de la mise sur pied d'un service alternatif ou de la perturbation du fonctionnement des institutions dominantes.

Par ailleurs, les groupes et réseaux qui composent la communauté visent également à préfigurer dans leur fonctionnement ces positions politiques et stratégies d'action. Le type d'organisation privilégié ne cadre pas avec les définitions conventionnelles qui ont pour indicateurs une structure formelle ou hiérarchique, ni avec le principe de la délégation politique au cœur des institutions de la démocratie libérale. Les acteurs de la communauté antiautoritaire adoptent plutôt un **mode de fonctionnement non hiérarchique**, caractérisé par le recours à la démocratie directe et à la décentralisation du pouvoir.

Concrètement, dans les activités de tous les jours, le rassemblement en groupes d'affinités fait en sorte que les militants s'identifient à leur «gang», à leur «famille» ou à leur «communauté intentionnelle». Les liens avec d'autres groupes et collectifs antiautoritaires dans des coalitions thématiques ou régionales se font sur la base de structures de coordination flexibles et décentralisées. Plutôt que de créer des plateformes ou de grandes organisations structurées, différents groupes, collectifs et réseaux convergent vers quelques principes communs, tout

11. Les luttes de front ou *front-line struggles* sont des luttes concernant des enjeux jugés prioritaires dans lesquelles les membres de la communauté choisissent de s'investir. Elles sont identifiées selon les besoins exprimés par les groupes et individus ou en fonction d'une analyse de la conjoncture du moment (CRAC, 2011c).

en préservant leur autonomie et leur spécificité identitaire. La reconnaissance d'une familiarité entre les participants se fait alors sur la base du partage de cette culture politique commune. Ce même sentiment d'identification à la perspective libertaire permet à l'occasion de construire des coalitions régionales, voire internationales, avec des acteurs issus de différents milieux géographiques.

Quelle que soit l'échelle de la mobilisation, les militants antiautoritaires privilégient la création d'espaces et de mécanismes favorisant la délibération collective. Afin de permettre la prise en compte de cette diversité des intérêts et des besoins, eux-mêmes sujets à transformation au gré des expériences et des événements, un processus décisionnel collectif et continu est encouragé. Il prend forme dans les rencontres en assemblée générale, au moment des conseils de délégués de différents groupes d'affinité à l'occasion des actions de grande envergure, ou encore par le biais de mécanismes qui permettent de démasquer les rapports de pouvoir dans les groupes et réseaux (notamment la rotation des tâches, la prise en compte des émotions, le partage des connaissances, etc.).

Une interface organisationnelle

La culture politique libertaire constitue la trame de fond qui oriente la participation politique des acteurs de la communauté antiautoritaire et enracine leurs différentes initiatives dans un objectif commun de transformation sociale. Par ailleurs, cette culture politique est relayée par une interface organisationnelle propre à la communauté qui permet d'articuler la coopération entre ses composantes. Cette interface constitue en quelque sorte un embryon d'infrastructure institutionnelle¹² alternative de nature culturelle, économique, sociale et politique (Adamovsky, 2006). Elle offre des lieux et des moments de rencontre qui favorisent la mise en commun des projets, analyses et pratiques des acteurs qui partagent la culture politique libertaire. D'autre part, cette interface permet de préfigurer en son sein le type de relations sociales souhaité par les antiautoritaires, entre les individus, les collectifs et les réseaux, de manière à en dégager le potentiel d'extension à plus grande échelle¹³. Il s'agit enfin d'un lieu de collaboration qui permet d'accroître le pouvoir de la communauté sur elle-même en assurant son fonctionnement autonome par la mise sur pied de ressources communes. Cette interface organisationnelle ne constitue pas une fin en soi dont les éléments, une fois créés, seraient immuables : les espaces et les ressources qui

12. La référence à la notion d'institution est ici entendue au sens général proposé dans la sociologie de Michel Freitag, soit en tant que structure sociale qui « propose, représente, vivifie et défend une identité, un projet commun », qui permet de « donner sens à la pratique » (Bres, 2007 : 109).

13. La notion de préfiguration décrit les formes d'organisation qui visent à construire et à incarner dans le moment présent les caractéristiques de la société idéale visée. Ce terme et les pratiques qui le sous-tendent sont assez répandus dans l'univers des mouvements sociaux et particulièrement dans les milieux d'inspiration anarchiste (Milstein, 2010).

la composent sont plutôt appelés à se faire et à se défaire au gré des analyses et des besoins formulés par les membres de la communauté¹⁴.

Actuellement, l'infrastructure organisationnelle de la communauté permet de relier les collectifs et les réseaux entre eux par l'entremise d'une **participation conjointe à des mobilisations** inspirées par la conjoncture politique, sociale et économique. Ces campagnes ou coalitions autour d'enjeux rassembleurs constituent des espaces de rencontre et de réseautage pour l'ensemble des acteurs de la communauté. Plusieurs de ces mobilisations sont des *projets ponctuels*, mis sur pied par un appel lancé par un ou plusieurs groupes ou individus. Dans cet esprit, mentionnons l'initiative d'une mobilisation anticapitaliste dans le cadre du Sommet des Amériques en 2001, la marche «Un statut pour tous» en 2004, le rassemblement contre le Sommet sur le partenariat nord-américain sur la prospérité et la sécurité (PSP) à Montebello en 2007, la mobilisation sur le thème «Guerre à la guerre en 2007», la coalition contre les Jeux olympiques sur les terres volées à Vancouver en 2010, et les manifestations contre le G8 et le G20 à Toronto en 2010. Par ailleurs, certaines de ces campagnes sont des *moments de convergence récurrents* où se côtoient les membres de la communauté antiautoritaire, comme les conférences et manifestations annuelles du 8 mars à l'initiative du comité des femmes de diverses origines, du 15 mars contre la brutalité policière et du 1^{er} mai anticapitaliste. Ces différentes mobilisations pour la plupart axées sur les manifestations publiques constituent l'expression visible de la communauté antiautoritaire. Elles composent l'image de la communauté captée par le radar médiatique et diffusée au sein de l'opinion publique.

Par ailleurs, les **ressources propres à la communauté** soutiennent les militants dans leur travail, créant une infrastructure qui facilite la consolidation des liens au sein d'un même réseau, ainsi qu'entre les différents réseaux qui forment la communauté antiautoritaire. Ceci favorise des moments de rencontres formels et informels entre eux, permettant le renforcement des liens par le biais du réseautage, le partage de connaissances et d'analyses dans une optique d'autoformation. Ces ressources tentent également de sortir de la logique économique dominante en misant sur les pratiques *Do-It-Yourself* et la récupération, limitant ainsi autant que possible les interactions avec le marché capitaliste. Elles forment en quelque sorte un bien communal qui permet aux acteurs antiautoritaires d'assurer eux-mêmes la satisfaction de leurs différents besoins individuels et collectifs, sur la base du respect des valeurs qui leur sont chères.

14. Il est notamment question de construction de zones temporaires autonomes (*TAZ, temporary autonomous zones*) ou permanentes (*PAZ, permanent autonomous zones*) (Bey, 1991).

Dans cette veine, certains *services*¹⁵ dont se dote la communauté antiautoritaire permettent aux acteurs qui la fréquentent de réduire leur dépendance à l'économie capitaliste en facilitant l'autosatisfaction des besoins. À Montréal et à Québec, par exemple, les membres de la communauté peuvent se procurer de l'information alternative dans une librairie ou une bibliothèque antiautoritaire. Une brasserie artisanale et des cuisines collectives alimentent les rassemblements de la communauté et certains événements publics. Au besoin, un collectif de gardiennage assure un service de halte-garderie pour soutenir les parents militants lors des rencontres et activités. Un atelier de sérigraphie, de couture et de fabrication de macarons met à la disposition de la communauté le matériel nécessaire à la fabrication d'outils de promotion ou encore de vêtements de tous les jours. Les ateliers de vélos, quant à eux, sont des lieux d'entraide pour l'autoréparation et le recyclage des bicyclettes. Un centre de médias, équipé d'ordinateurs branchés sur Internet, facilite l'accès aux équipements, ainsi qu'à l'apprentissage des logiciels qui sont à la base des communications internes et médiatiques.

Le travail accompli dans la plupart de ces dernières initiatives n'est pas rémunéré. Cependant, il existe aussi des *milieux de travail autogérés* qui deviennent des lieux d'expérimentation de relations de travail et de relations sociales alternatives. Généralement organisés sous forme de coopératives, les moyens de production de ces milieux de travail sont gérés collectivement, sur la base des éléments propres à la culture politique antiautoritaire. Cafés-bars et restaurants autogérés, maisons d'édition, entreprise de soutien informatique, ferme biologique proposant un programme d'agriculture soutenue par la communauté, association d'électriciens, collectif de production artistique ou groupe de recherche¹⁶ : voilà autant d'exemples de ces milieux de travail autogérés que construisent et fréquentent les membres de la communauté. Certaines activités ou campagnes de mobilisation, dont notamment des spectacles de financement, se produisent dans de ce type d'espaces autogérés.

D'autre part, des *outils de création, de production et de diffusion* réduisent la dépendance de la communauté envers les « industries culturelles » et les sources d'information dominantes. Ils permettent de créer, de se renseigner, de se divertir sur des bases autres que celles de la logique capitaliste. La communauté a en son sein toute une panoplie de cinéastes, d'artistes visuels et d'artistes de la scène qui se produisent sur une base régulière. Les antiautoritaires sont

-
15. Nous n'utilisons pas le terme *service* dans le même esprit que celui de la relation clientéliste sous-entendue par la logique capitaliste. Néanmoins, il s'agit bel et bien de services dans le sens où certain.es militant.es s'auto-organisent pour les offrir et que d'autres militant.es peuvent ensuite en bénéficier. De manière générale, ces services sont offerts dans une perspective d'accessibilité et ceux qui impliquent une relation marchande ne visent pas à faire du profit.
16. Le Collectif de recherche sur l'autonomie collective est un exemple concret de milieu de travail autogéré.

aussi journalistes, éditorialistes, essayistes, chercheurs et chercheuses, et se donnent les moyens de faire circuler les informations de manière autonome et autogérée. Les sites Internet, blogues et listes de diffusion sont multiples, résultat du partage de connaissances lié aux logiciels libres au sein de la communauté. Malgré la prépondérance des technologies de l'information, la communauté publie des revues, des journaux et des webzines qui circulent largement entre les réseaux, voire au sein du grand public. Plusieurs membres de la communauté animent des émissions de radio en français, en anglais et en espagnol sur les ondes communautaires. Un réseau informel d'affichage et de distribution de tracts dans différents quartiers facilite la promotion des activités de la communauté.

Enfin, les membres qui forment cette communauté se retrouvent à l'occasion d'événements ou de rassemblements périodiques favorisant les échanges, le réseautage, le partage des connaissances et l'éducation populaire entre les différents réseaux. Chaque année les membres de la communauté organisent des ateliers et des conférences afin de se ressourcer, de mieux comprendre les enjeux de lutte et de peaufiner les analyses, de s'outiller pour améliorer leurs modes de fonctionnement ou apprendre des expériences vécues ailleurs. Les festivals ou semaines thématiques sont des espaces de regroupement périodique pour les différents acteurs de la communauté antiautoritaire. Parmi ceux-ci, le Festival de l'anarchie et le Salon du livre anarchiste de Montréal sont les plus grands rassemblements annuels de ce genre en Amérique du Nord. Les Journées autogérées à Québec s'inscrivent dans ce même esprit de rencontre. D'autres événements sont organisés par des réseaux de la communauté : Back-Off et Ya Basta ! organisés par des féministes, Queer Between the Covers Book and Zine Fair et Radical Queer Semaine organisés par le milieu *queer* radical, et la Conférence boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre l'apartheid israélien ou encore la Semaine annuelle contre l'apartheid israélien organisées, entre autres, par des militants antiautoritaires impliqués dans les réseaux antiracistes et anticoloniaux en solidarité avec la lutte des Palestiniens.

L'AUTONOMIE COLLECTIVE COMME CHOIX POLITIQUE

Le projet politique porté par la communauté antiautoritaire dévoile sa radicalité à l'aune des autres options politiques qui émergent en parallèle dans la province. Dans cette perspective comparative, le cycle de contestation qui a alimenté la construction de la communauté antiautoritaire au Québec a contribué à la même période à un éveil citoyen plus général (Lamoureux, 2008). Ce renouveau de l'intérêt politique peut notamment être interprété comme un phénomène de ressac par suite de plusieurs décennies de promotion du néolibéralisme dont

témoigne la remontée des idées et des partis de la droite idéologique au Québec¹⁷. Générant dans son sillage la remise en cause des modèles sociopolitiques de l'après-guerre, ce déploiement néolibéral renforcé par la chute du bloc de l'Est a alimenté dans les années 1980 et 1990 un sentiment d'impuissance collective à l'égard du processus électoral, encourageant en contrepartie la recherche de nouvelles voies de participation politique à développer (Mouterde, 2005).

Faisant ainsi écho à la pluralité des tendances qui s'expriment au cœur de la mobilisation altermondialiste, les chemins proposés au tournant du *xxi*^e siècle pour réinvestir le champ du politique sont multiples. On assiste alors dans la province à une diversification des modes d'action collective qui se cristallisent chacun à leur façon autour d'un projet politique particulier. D'une part, la représentation au sein de la sphère politique traditionnelle se diversifie en raison de l'arrivée de nouveaux protagonistes dans l'arène électorale (Dufour, 2007). Par exemple, au niveau provincial, le parti politique Québec solidaire naîtra en 2006 de la fusion du mouvement Option citoyenne avec l'Union des forces progressistes dans cette optique d'intervention directe dans le jeu électoral pour faire la promotion d'un programme politique de gauche (David, 2008 ; Khadir, 2008)¹⁸.

Suivant une perspective similaire, d'autres acteurs issus de l'univers des mouvements sociaux choisissent de construire des organisations aptes à canaliser les revendications de la société civile vers la sphère politique conventionnelle, dans un objectif de démocratisation de cette dernière et d'approfondissement des pratiques de la citoyenneté. Des véhicules comme le collectif non partisan D'abord solidaires, puis le Réseau de vigilance, se donnent entre autres pour mandat de dynamiser la vie politique au Québec en faisant la promotion de la participation citoyenne dans l'exercice électoral, en période de vote tout autant qu'en cours de mandat des élus (Lamoureux et Guay, 2008). La proposition d'un Agenda citoyen et la formation du Réseau national pour la démocratie municipale explorent à leur façon cette orientation en proposant, en dehors des partis politiques, de soutenir l'investissement citoyen dans la vie politique à l'échelle des villes (Guay, 2005).

Le processus de politisation¹⁹ que connaissent les acteurs sociaux à l'origine de ces dernières initiatives, principalement issus du milieu communautaire et syndical québécois, est ainsi notable en raison de l'intensification de leurs interventions dans le champ de la représentation politique. En décentralisant les

17. Porte-étendard de ces idées, l'Action démocratique du Québec (ADQ) connaît à ce moment une popularité croissante dans les intentions de vote en prévision du scrutin de 2003.

18. Simon Tormey (2004) parle de « logique majoritaire » (*majoritarian logic*) pour référer à cette tendance qui consiste à confronter les institutions en place avec une proposition alternative globale portée par des organisations centralisées.

19. Le processus de politisation dont il est question concerne l'étude du développement du rapport au politique des entités associatives et non la perspective microscopique qui chercherait à expliquer l'acquisition de compétences politiques chez les individus qui en sont membres (Hamidi, 2006).

modes de participation citoyenne, ces initiatives ont pour effet de faire perdre aux partis politiques «le monopole de la médiation des intérêts dans l'arène électorale» (Dufour, 2007 : 263). Pour ce faire, certains investissent cette arène en se constituant en tant qu'acteurs partisans, d'autres préfèrent agir depuis la sphère des mouvements sociaux, mais la cible de leurs actions demeure en bonne partie les institutions politiques officielles.

Parallèlement à ce phénomène, le processus de politisation qui génère la construction de la communauté antiautoritaire a pour effet de radicaliser le répertoire de l'engagement politique en complexifiant les modes d'interventions en dehors de la relation avec l'État et le pouvoir institutionnalisé. Les différents acteurs qui forment cette communauté se distinguent alors des autres formes d'action collective en cherchant à promouvoir un projet politique qui favorise l'émancipation des modes de représentation conventionnels. Critique de la démocratie représentative et de la politique électorale, l'option libertaire aspire à une reconstruction fondamentale de la société en ramenant la gestion des enjeux sociaux, politiques et économiques dans des espaces de proximité, contrôlée par les individus regroupés sous des formes décentralisées (Kruzynski et Sévigny, 2005). La viabilité de cette option libertaire peut être repérée empiriquement dans les multiples initiatives qui forment aujourd'hui la communauté antiautoritaire et qui, sans qu'il y ait nécessairement de concertation explicite ou préalable entre elles, sont néanmoins unies dans la construction d'un projet politique basé sur l'autonomie collective.

Ce projet est ancré dans la promotion d'une société fondée sur les principes de l'autodétermination – possibilité pour une collectivité de disposer d'elle-même – et de l'auto-organisation – possibilité pour cette même collectivité de contrôler les moyens qui orientent sa destinée. En ce sens, le projet politique de la communauté antiautoritaire ne se révèle pas tant dans le rapport qui est établi avec les autorités politiques que dans un mode de résistance déployé au quotidien et des espaces de proximité, sur la base des expériences concrètes vécues par des collectivités. Il ne s'agit donc pas d'orienter l'activité politique en fonction d'une éventuelle prise du pouvoir des institutions étatiques ou de l'exercice d'une pression politique sur les détenteurs de ce pouvoir, mais plutôt de mettre en pratique dans le moment présent des initiatives susceptibles de répondre aux besoins et aux visées de collectivités autodésignées.

Au cœur du projet politique de la communauté antiautoritaire se trouve en effet le respect des principes de l'auto-identification des individus et de la diversité des associations qui se construisent sur cette base. Conséquemment, des différences et des débats dans la manière de s'organiser sont notables au sein de la communauté antiautoritaire, entre les acteurs et d'une région ou d'un enjeu à l'autre, selon les particularités identifiées collectivement par des individus regroupés sur la base d'affinités communes. Vue de l'extérieur, l'expérience de l'autonomie collective semble ainsi faire planer le spectre de la fragmentation

des initiatives en fonction des priorités déterminées par chacun des groupes et collectifs. Or, en dépit des variations propres à chacune des expériences, l'autonomie collective telle qu'envisagée par les antiautoritaires prend forme dans un processus basé sur l'entraide et orienté par des valeurs qui servent de « boussole éthique » aux membres de la communauté (Milstein, 2010 : 49). Dans cette optique, plutôt que de travailler à la formulation d'un programme social et politique qui viserait à englober les intérêts de la majorité, il s'agit d'encourager les individus se reconnaissant une appartenance commune à penser et à agir collectivement, sans intervention ni besoin de reconnaissance extérieure, à partir d'un ensemble de valeurs et de principes fédérateurs²⁰.

L'objectif de l'autonomie collective s'inscrit dans une stratégie à doubles volets visant d'une part à déstabiliser l'ordre établi et, d'autre part, à construire dans l'immédiat de véritables projets d'ordre économique, politique, social et culturel sur la base des valeurs libertaires²¹. La première dimension de cette stratégie est la mieux connue des chercheurs et de l'opinion publique en général, alors que le deuxième aspect est moins documenté et plus discret. Il implique qu'une partie importante du travail politique de la communauté antiautoritaire repose sur la « pollinisation²² », par le soutien à la création d'espaces propices à l'expérimentation de l'autodétermination et de l'auto-organisation par le plus de gens possible, dans leur contexte et leurs conditions actuels. À travers cette expérience, les gens entrent en contact direct avec l'option antiautoritaire et sont alors en mesure de vivre concrètement ce projet politique sans que celui-ci leur soit imposé. L'autonomie collective fait ainsi advenir de nouvelles habiletés organisationnelles pour les personnes impliquées dans cette démarche et de nouvelles solidarités dans les rapports qu'elles entretiennent avec les autres. Dans la perspective antiautoritaire, le changement social se réalise alors progressivement au gré de l'intégration de ces pratiques par les individus dans leurs milieux respectifs et de la réappropriation du pouvoir d'organisation collective.

20. Dans l'optique de Simon Tormey (2004) mentionnée préalablement, cette approche réfère à une logique minoritaire (*minoritarian logic*) qui valorise la coordination entre formes d'organisations multiples et décentralisées, par opposition à une structure de représentation unique.

21. Cette stratégie réfère à la notion de *dual power*. Selon David McNally (2010 : 165), « *in the radical socialist tradition, dual power refers to a situation in which the oppressed create an alternative center of popular power, one based around mass democratic assemblies and or workers' councils in opposition to the sites of ruling class power – the government, the army, the courts. Situations with two contending centers of power cannot endure; one side or the other must ultimately displace the other, as history has repeatedly shown* ».

22. La pollinisation est un mode de reproduction privilégié par certaines plantes et réfère au transport d'un grain de pollen d'une plante vers une autre en vue de la féconder. Ce processus peut se faire par autofécondation ou encore par l'intermédiaire d'un vecteur, comme l'exemple bien connu des abeilles. Dans le cas qui nous concerne, l'usage de ce terme associé renvoie à l'idée d'une « contamination » de la perspective libertaire entre acteurs.

CONCLUSION

Cette représentation de l'option libertaire consolidée au Québec dans le sillage des mobilisations altermondialistes fait ressortir le fait que la communauté antiautoritaire contemporaine forme un tout qui est plus grand que la somme de ses parties. L'articulation de ces différentes initiatives en un ensemble possédant sa propre logique d'action est bien entendu une construction conceptuelle qui va au-delà de l'interprétation qu'ont d'eux-mêmes la plupart de ces acteurs. La vision proposée ici est partielle et partiiale : tous les groupes qui pourraient s'en réclamer et en faire partie n'ont pas nécessairement été étudiés. De plus, l'attention portée au plus petit dénominateur commun qui transcende ces différentes initiatives court le risque de faire apparaître un portrait aseptisé de la communauté, faisant l'économie des tensions, des débats et des conflits internes qui ne lui sont pourtant pas étrangers. Une fois ces limites reconnues, l'exercice possède néanmoins une utilité analytique certaine en offrant une vue synoptique de la diversité des luttes menées au Québec dans le cadre de cette perspective libertaire. Elle permet entre autres de relever que les acteurs qui s'inscrivent dans cette tendance portent, dans l'ensemble, un projet politique commun fondé sur l'autonomie collective qui se distingue des autres formes d'engagement politique dans la province.

Reposant sur les principes d'autodétermination et d'auto-organisation des collectivités, ce projet est animé par une culture politique qui lui est propre et relayé par une interface organisationnelle qui relie les différents acteurs entre eux. La mise en place de ce projet alternatif se réalise progressivement, au gré des expériences concrètes d'organisation collective vécues ici et maintenant. Ce volet préfiguratif est une dimension importante de la stratégie de résistance déployée par la communauté antiautoritaire, tout comme le sont également les actions plus médiatisées qui visent à perturber le fonctionnement du système dominant. En reconnaissant l'importance de ces deux aspects complémentaires d'une stratégie de lutte, soit la construction et la perturbation, il est alors possible de mieux saisir toute la complexité du rapport de force établi par la communauté antiautoritaire.

Dans cette optique, alors que le potentiel de résistance des mouvements sociaux est souvent envisagé en fonction de leur capacité à engendrer des résultats concrets dans la sphère politique conventionnelle, comme par exemple la modification d'un projet de loi, la participation à un processus décisionnel ou la délégation de responsabilités par l'État, l'action de la communauté antiautoritaire nous invite à revoir notre conception du changement social et politique. Face à la transformation de l'État-providence, à l'émergence de nouvelles structures de gouvernance mondiale et, plus globalement, à la crise de légitimité des modes traditionnels de représentation politique, le pouvoir est revendiqué par les acteurs de la communauté antiautoritaire comme la capacité d'action que

possède chaque collectivité d'agir sur ses propres conditions d'existence et de se prendre en charge de manière autonome.

Cette interprétation du projet politique de la communauté antiautoritaire a pour corollaire l'idée que l'anarchisme contemporain n'est pas un état fixe, mais plutôt une construction permanente ouverte à une multitude de possibilités. Bien sûr, les membres de la communauté antiautoritaire continuent de lutter pour ce « grand soir » où adviendrait un basculement des forces et le renversement du système en place. L'objectif de ce *moment* révolutionnaire demeure présent et constitue une source importante de motivation. Toutefois, la communauté est dès maintenant engagée dans un *processus* révolutionnaire qui se construit au jour le jour. Ce dernier aspect de la stratégie de lutte du mouvement antiautoritaire viserait, en quelque sorte, à créer « la structure de la société nouvelle à même la coquille de l'ancienne²³ ». Il repose sur l'application dans le moment présent de modes d'organisation qui rompent avec les formes de représentation politique habituelles et permettent la constitution de sujets collectifs autonomes.

Les acteurs de la communauté antiautoritaire se distinguent de ce fait des partis politiques de gauche et des organisations militantes traditionnelles, bien qu'ils soient en étroites relations avec eux et collaborent à l'occasion sur des projets communs. Dans le contexte général de revitalisation militante qui a suivi la mobilisation de Québec 2001, l'émergence simultanée d'autres options politiques indique cependant que la différenciation de la communauté antiautoritaire n'est pas le résultat d'un repli en l'absence d'alternatives politiques à investir ou l'effet de la répression qu'ont connu les mouvements de résistance au cours de cette même période, mais bien l'expression d'un choix politique délibéré qui témoigne de la pertinence d'un tel projet radical au Québec. L'option libertaire favorise ainsi la diversification des modes de représentation des identités et des intérêts par la promotion de la participation directe des individus dans tous les processus liés à l'organisation collective. Dans cette veine, le projet de l'autonomie collective porte un potentiel de transformation radical de la société, en ce qu'il concurrence d'autres formes d'organisation politique par la création d'espaces multiples de délibération, de participation, de socialisation et de satisfaction des besoins.

Suivant cette perspective, une vision d'ensemble du projet politique de la communauté antiautoritaire fait apparaître sa portée possible au-delà de la seule transformation des rapports interpersonnels des personnes impliquées. L'interface organisationnelle de la communauté devient ainsi un exemple concret de ce que pourrait être un modèle de société fondé sur des valeurs libertaires dans lequel les individus se réapproprient la gestion collective et interdépendante des différentes sphères d'activités humaines, qu'elles soient de nature économique, sociale, culturelle ou politique. Néanmoins, la pérennité des initiatives antiautoritaires n'est

23. Préambule de la constitution du syndicat Industrial Workers of the World (IWW).

pas tant liée à la capacité de chacune d'entre elles à perdurer dans le temps, mais plutôt à leur capacité de transmettre une culture politique qui pourra éventuellement être intégrée par un nombre plus important d'acteurs.

On peut entrevoir en ce sens le potentiel de transposition de cette culture politique à plus grande échelle, c'est-à-dire la possibilité de son extension à des milieux extérieurs à la communauté. Par exemple, la grève étudiante initiée à l'hiver 2012 et la lutte sociale qui y a pris racine ont notamment permis de dévoiler la vitalité d'une communauté d'inspiration anarchiste composée de groupes et de réseaux impliqués dans une variété de luttes sociales, au nombre desquelles se trouve la question de l'éducation. Bien que le mouvement étudiant soit animé d'une variété de perspectives politiques qui ne pourraient être réduites à une seule référence idéologique, l'analyse politique anticapitaliste, le respect d'une diversité de tactiques et le recours aux mécanismes de la démocratie directe qui sont des éléments notables de la lutte actuelle témoignent de la prégnance de cette perspective anarchiste contemporaine sur la scène sociale québécoise.

L'un des défis à relever pour la communauté antiautoritaire dans l'avènement de ce projet alternatif repose cependant sur le dévoilement explicite des points de convergence de ces différentes expériences de résistance de manière à faire ressortir l'intention commune qui les animent. Sans cette reconnaissance de leur complémentarité, les diverses initiatives de la communauté antiautoritaire sont contraintes à demeurer marginales et parallèles aux institutions dominantes auxquelles elles tentent de résister. Dans cette optique d'intervention, le portrait d'ensemble de la communauté antiautoritaire présenté en ces pages possède certainement son utilité.

RÉSUMÉ | ABSTRACT

La mobilisation contre la mondialisation des échanges économiques au tournant du *xxi*^e siècle et, au Québec en particulier, dans le cadre du Sommet des Amériques en 2001 a donné l'impulsion à un mode d'engagement politique qui prend forme à l'extérieur des voies institutionnalisées de l'action partisane et du milieu communautaire. S'inspirant de la pensée politique anarchiste, les initiatives en apparence fragmentées qui s'inscrivent dans cette option libertaire forment aujourd'hui dans la province une communauté de mouvement social antiautoritaire. L'article a pour objectif de tracer un portrait empirique de cette communauté en dégageant la culture politique et l'interface organisationnelle qui relie les différents acteurs qui la composent. Mobilisés sur une variété de thématiques de lutte, ces acteurs antiautoritaires portent l'embryon d'un projet politique alternatif fondé sur la promotion de l'autonomie collective. Ce faisant, la communauté antiautoritaire porte les germes d'une façon novatrice de se réappropriier le politique par la pratique de la préfiguration, contribuant à la radicalisation du répertoire des formes d'engagement disponibles dans le paysage social et politique québécois.

The mobilization against the globalization of trade at the turn of the 21st century and, in Quebec in particular, at the 2001 Summit of the Americas, gave a boost to a form of political engagement that took shape outside the institutionalized paths

of partisan and community-based action. Taking their inspiration from anarchist political thought, the seemingly fragmented activist initiatives that are part of this libertarian current now form an antiauthoritarian social movement in the province. The goal of this paper is to offer an empirical picture of this antiauthoritarian community by highlighting the political culture and organizational interface that tie together the community's various actors. Focused on a variety of different struggles, these antiauthoritarian activists are the standard-bearers of an alternative political project based on the promotion of collective autonomy. The community carries within it the seeds of an innovative way to reappropriate politics through the practice of prefiguration, thus contributing to the radicalization of the various forms of engagement available on the Quebec social and political landscape.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADAMOVSKY, Ezequiel. 2006. «Autonomous Politics and Its Problems: Thinking the Passage from Social to Political», dans Chris SPANNOS (dir.). *Real Utopia: Participatory Society for the 21st Century*. Oakland, AK Press: 346-362.
- AGRIKOLIANSKY, Éric, Olivier FILLIEULE et Nonna MAYER (dir.). 2005. *L'altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris, Flammarion.
- BAILLARGEON, Normand. 2004. *L'ordre moins le pouvoir. Histoire et actualité de l'anarchisme*. Montréal, Lux éditeur.
- BELLEMARE-CARON, Rémi, Marc-André CYR, Francis DUPUIS-DÉRI et Anna KRUYNSKI. (À paraître) «L'anarchie malgré tout : une conclusion», dans Rémi BELLEMARE-CARON, Émilie BRETON, Marc-André CYR, Francis DUPUIS-DÉRI et Anna KRUYNSKI (dir.). *L'anarchisme au Québec aujourd'hui : idées, pratiques et espoirs* (titre provisoire). Montréal, Lux éditeur.
- BENASAYAG, Miguel et Diego SZTULWARK. 2003. *Du contre-pouvoir*. Paris, La Découverte.
- BEVINGTON, Douglas et Chris DIXON. 2005. «Movement-Relevant Theory: Rethinking Social Movement Scholarship and Activism», *Social Movement Studies*, 4, 3 : 185-208.
- BEY, Hakim. 1991. «TAZ, The Temporary Autonomous Zone, Ontological Anarchy, Poetic Terrorism». New York, Autonomedia.
- BOUCHER, Marie-Pierre. 2010. *Les Panthères roses de Montréal: Un collectif queer d'actions directes*. Montréal, CRAC. www.crac-kebec.org/bibliotheque/les-pantheres-roses-de-montreal-une-monographie.
- BREINES, Wini. 1989. *Community and Organization in the New Left, 1962-1968: The Great Refusal*. Rutgers University Press.
- BRES, Luc. 2007. *L'organisation: un essai de définition*. Mémoire de maîtrise. Québec, Université Laval.
- BRETON, Émilie. (À paraître). «La CLAC: parcours d'un réseau anticapitaliste», dans Rémi BELLEMARE-CARON, Émilie BRETON, Marc-André CYR, Francis DUPUIS-DÉRI et Anna KRUYNSKI (dir.). *L'anarchisme au Québec aujourd'hui : idées, pratiques et espoirs* (titre provisoire). Montréal, Lux éditeur.
- BRETON, Émilie, Julie GROLLEAU, Anna KRUYNSKI et Catherine SAINT-ARNAUD-BABIN. 2007. «Mon/notre/leur corps est toujours un champ de bataille: Discours féministes et queers libertaires au Québec, 2000-2007», *Recherches féministes*, 20, 2 : 113-139. En ligne: spectrum.library.concordia.ca/6515/1/Breton_et_al_2007.pdf.

- BRETON, Émilie, Sandra JEPPESEN, Anna KRUYNSKI, Robyn MAYNARD, Magaly PIROTTE et Coco RIOT. 2009. *Social Change Through Research: Collective Participatory Action Research in Montreal Anti-authoritarian Networks*. Communication présentée dans le cadre du North American Anarchist Studies Network Conference. Hartford, Connecticut.
- BRETON, Émilie, Sandra JEPPESEN, Anna KRUYNSKI et Rachel SARRASIN. 2011. *Ethics and Accountability in Prefigurative Participatory Antiauthoritarian Research*. Communication présentée dans le cadre du North American Anarchist Studies Network Conference. Toronto, Ontario.
- BRETON, Émilie, Sandra JEPPESEN, Anna KRUYNSKI et Rachel SARRASIN. 2012. «Prefigurative self-governance and self-organization: the influence of antiauthoritarian (pro)feminist, radical queer and antiracist networks in Quebec», dans Aziz CHOUDRY, Jill HANLEY et Eric SHRAGGE (dir.). *Organize!: Building from the Local for Global Justice*. Oakland, PM Press: 156-173.
- BRETON, Émilie et Rachel SARRASIN. 2009. «Le Collectif de recherche sur l'autonomie collective. Faire de la recherche autrement», *À Babord!*, 30.
- BUECHLER, Steven M. 1990. *Women's Movements in the United States*. New Brunswick, New Jersey, Rutgers University Press.
- CENTRE ST-PIERRE. *Boîte à outils sur la relève des travailleurs, travailleuses et bénévoles*. En ligne: www.centrestpierre.org/publications/outils.html.
- COLLECTIF DE RECHERCHE SUR L'AUTONOMIE COLLECTIVE (CRAC). 2011a. *Antiautoritaires au Québec: unies par une culture politique*. Document de travail. En ligne: www.crac-kebec.org/bibliotheque/antiautoritaires-au-quebec-unies-par-une-culture-politique (version française) et www.crac-kebec.org/files/1-cracculture_politiquev2_19oct2011_en.pdf (version anglaise).
- COLLECTIF DE RECHERCHE SUR L'AUTONOMIE COLLECTIVE (CRAC). 2011b. *Vision du changement social: l'anarchisme en tant que processus*. Document de travail. En ligne: www.crac-kebec.org/bibliotheque/vision-du-changement-social-lanarchisme-en-tant-que-processus (version française) et www.crac-kebec.org/files/2-cracanar_processusv2_19oct2011_en.pdf (version anglaise).
- COLLECTIF DE RECHERCHE SUR L'AUTONOMIE COLLECTIVE (CRAC). 2011c. *Intersectionnalité, anti-oppression et «front lines struggle»*. Document de travail. En ligne: www.crac-kebec.org/files/atelier_anti_opp_vs_mai2011_0.pdf (version française) et www.crac-kebec.org/files/workshop_anti_opp_vs_may_2011.pdf (version anglaise).
- DAVID, Françoise. 2008. «Québec solidaire: pour un futur plus juste, égalitaire et écologiste!», dans Pierre MOUTERDE (dir.). *L'Avenir est à gauche. Douze contributions pour un renouvellement de la gauche au Québec*. Montréal, Écosociété: 64-80.
- DAY, Richard. 2005. *Gramsci is Dead. Anarchist Currents in the Newest Social Movements*. Londres/New York, Pluto Press.
- DAY, Richard. 2004. «From Hegemony to Affinity: The Political Logic of the Newest Social Movements», *Cultural Studies*, 18: 716-748.
- DELISLE-L'HEUREUX, Nicolas et Anna KRUYNSKI. 2007. *La fourmière anticapitaliste et antiautoritaire globalisée: subvertir, bloquer, préfigurer et construire des alternatives au Québec*. Communication présentée au congrès de l'ACFAS. Trois-Rivières, Québec. En ligne: www.crac-kebec.org/files/PortraitQCLiber-taire2.pdf.

- DELISLE-L'HEUREUX, Nicolas et Rachel SARRASIN. (À paraître). «Au cœur de la nébuleuse anarchiste québécoise: la fourmière antiautoritaire», dans Rémi BELLEMARE-CARON, Émilie BRETON, Marc-André CYR, Francis DUPUIS-DÉRI et Anna KRUYNSKI (dir.). *L'anarchisme au Québec aujourd'hui: idées, pratiques et espoirs* (titre provisoire). Montréal, Lux éditeur.
- DELLA PORTA, Donatella. 2004. «Démocratie en mouvement: les manifestants du Forum social européen, des liens en réseaux», *Politix*, 68 : 49-78.
- DIANI, Mario. 1999. «Social Movement Networks Virtual and Real». Communication présentée au colloque *A New Politics?*, CCSS, University of Birmingham, septembre.
- DIANI, Mario. 1997. «Social Movements and Social Capital: A Network Perspective on Movement Outcomes», *Mobilization*, 2, 2: 129-147.
- DIANI, Mario. 1992. «The Concept of Social Movement», *Sociological Review*, 40, 1: 1-25.
- DRAPEAU, Marie-Hélène, Amandine GUILBERT, Anna KRUYNSKI et Geneviève LAMBERT-PILOTTE. 2006. *Faire de la recherche autrement: Présentation des prémisses de base et des caractéristiques d'une équipe de recherche autogérée*. Communication présentée au congrès de l'ACFAS. Montréal, Université McGill.
- DUFOUR, Pascale. 2007. «La politisation du milieu communautaire au Québec», dans Jane JENSON, Berengère MARQUES-PEREIRA et Éric REMACLE. *L'état des citoyennetés en Europe et dans les Amériques*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal: 243-265.
- DUPUIS-DÉRI, Francis. 2007. «Contestation altermondialiste au Québec et renouveau de l'anarchisme», dans Anne MORELLI et José GOTOVITCH (dir.). *Contester dans un pays prospère: L'extrême gauche en Belgique et au Canada*. Bruxelles, Peter Lang.
- DUPUIS-DÉRI, Francis. 2005. «L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage», dans Éric AGRIKOLIANSKY, Olivier FILLIEULE et Nonna MAYER (dir.). *L'altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris, Flammarion.
- DUPUIS-DÉRI, Francis. 2003. «Manifestations altermondialisation: anarchisme et psychologie des foules rationnelles». Colloque *Les mobilisations altermondialistes*, 3-5 décembre.
- EPSTEIN, Barbara. 2001. «Anarchism and the Anti-Globalization Movement», *Monthly Review*, 53, 4.
- ESLAMI, Shirene et Robyn MAYNARD. (À paraître). «Challenging Colonialism and Racism at the Heart of Anti-authoritarian Struggles», dans Rémi BELLEMARE-CARON, Émilie BRETON, Marc-André CYR, Francis DUPUIS-DÉRI et Anna KRUYNSKI (dir.). *L'anarchisme au Québec aujourd'hui: idées, pratiques et espoirs* (titre provisoire). Montréal, Lux éditeur.
- GAUDET, Louis-Frédéric et Rachel SARRASIN. 2008. «Fragments d'anarchisme au Québec (2000-2006)», dans Francis DUPUIS-DÉRI (dir.). *Québec en mouvements*. Montréal, Lux éditeur: 177-198.
- GORDON, Uri. 2008. *Anarchy Alive! Anti-Authoritarian Politics from Practice to Theory*. Londres/New York, Pluto Press.
- GORDON, Uri. 2007. «Anarchism reloaded», *Journal of Political Ideologies*, 12, 1: 29-48.
- GRAEBER, David. 2009. *Direct Action. An Ethnography*. Oakland, AK Press.
- GRAEBER, David. 2002. «The New Anarchists», *New Left Review*, 13.
- GUAY, Lorraine. 2005. «Un agenda citoyen pour une démocratie municipale participative, inclusive, solidaire», *Journal Alternatives*, 26 octobre.

- HAMIDI, Camille. 2006. «Éléments pour une approche interactionniste de la politisation», *Revue française de science politique*, 56, 1 : 5-25.
- HAMMOND-CALLAGHAN, Marie et Matthew HAYDAY (dir.). 2008. *Mobilizations, Protests and Engagements. Canadian Perspectives on Social Movements*. Halifax, Fernwood Publishing.
- HART et NEGRI. 2004. *Multitude: War and Democracy in the Age of Empire*. New York, Penguin Press.
- HOLLOWAY, John. 2010. *Crack Capitalism*. Londres et New York, Pluto Press.
- HOULE-COURCELLES, Mathieu. 2008. *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*. Montréal, Lux éditeur.
- KHADIR, Amir. 2008. «Oser la gauche», dans Pierre MOUTERDE (dir.). *L'avenir est à gauche. Douze contributions pour un renouvellement de la gauche au Québec*. Montréal, Écosociété : 81-95.
- KRUZYNSKI, Anna. 2007. «Sortir de la cage productiviste : faire la révolution en préfigurant des alternatives conviviales, autonomes et économes», dans Serge MONGEAU (dir.). *Objecteurs de croissance*. Montréal, Écosociété : 97-107. En ligne : www.ecosociete.org/t112.php et www.crac-kebec.org/files/Kruzynski_decroissance_2007.pdf.
- KRUZYNSKI, Anna et Amandine GUILBERT (avec des membres de Liberteerre). 2008. *Liberteerre, un collectif écoradical : une monographie*. Montréal, CRAC. En ligne : www.crac-kebec.org/files/MonogrLT-09prWeb.pdf.
- KRUZYNSKI, Anna et Rachel SARRASIN. 2010. «Ni Dieu ni Maître : les anarchistes contemporains», *À Bâbord!*, 34. En ligne : www.ababord.org/spip.php?article1038.
- KRUZYNSKI, Anna et Marcel SÉVIGNY. 2005. «Réhabiliter la politique : une option libertaire», *Possibles*, 29, 1 : 28-45.
- LAMBERT-PILOTTE, Geneviève, Marie-Hélène DRAPEAU et Anna KRUZYNSKI. 2007. «La révolution est possible : Portrait de groupes autogérés libertaires au Québec», *Possibles*, 31, 1-2 : 138-159. En ligne : spectrum.library.concordia.ca/6513/1/LambertPilote_et_al_2007.pdf.
- LAMBERT-PILOTTE, Geneviève et Nicolas DELISLE-L'HEUREUX (avec la participation spéciale de Patrick CADORETTE). 2010. *Une révolution peut commencer par un seul brin de paille, portrait de deux jardins autogérés de la grande région de Montréal*. Montréal, CRAC. En ligne : www.crac-kebec.org/files/Jardins_web5_0.pdf.
- LAMOUREUX, Diane. 2008. «Québec 2001 : Un tournant pour les mouvements sociaux québécois?», dans Francis DUPUIS-DÉRI (dir.). *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal, Lux éditeur : 11-34.
- LAMOUREUX, Diane et Lorraine GUAY. 2008. «Tabler sur les mouvements sociaux et la vigilance citoyenne. Changer le rapport au pouvoir pour changer les rapports de pouvoir», dans Pierre MOUTERDE (dir.). *L'avenir est à gauche. Douze contributions pour un renouvellement de la gauche au Québec*. Montréal, Écosociété : 128-140.
- LUCK, Simon. 2008. *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine*. Thèse de doctorat soutenue à l'Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, octobre.
- McADAM, Doug et David A. SNOW. 2010. *Readings on Social Movements : Origins, Dynamics and Outcomes*. Oxford, Oxford University Press.
- McNALLY, David. 2010. *Global Slump : The Economics and Politics of Crisis and Resistance*. Oakland, PM Press.

- MELUCCI, Alberto. 1996. *Challenging Codes. Collective Action in the Information Age*. Cambridge, Cambridge University Press.
- MILSTEIN, Cindy. 2010. *Anarchism and Its Aspiration*. Oakland, AK Press.
- MILSTEIN, Cindy. 2001. *Something Did Start in Quebec City: North America's Revolutionary Anti-Capitalist Movement*. Institute for Anarchist Studies.
- MOUTERDE, Pierre. 2005. *Repenser l'action politique de gauche. Essai sur l'éthique, la politique et l'histoire*. Montréal, Écosociété.
- PÉCHU, Cécile. 2001. «Les générations militantes à Droit au logement». *Revue française de science politique*, 51, 1-2 (février-avril) : 73-103.
- PIROTTE, Magaly (avec les membres d'Ainsi Squattent-Elles!). 2009. *Ainsi squattent-elles! Une monographie*. Montréal, CRAC. En ligne: www.crac-kebec.org/files/web_ase-postrevision2.pdf.
- PLEYERS, Geoffrey. 2004. «Des black blocks aux alter-activistes: pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes», *Lien social et Politiques*, 51, 91: 123-134.
- QUÉNIART, Anne et Julie JACQUES. 2004. *Apolitiques, les jeunes femmes?* Montréal, Éditions du remue-ménage.
- SARRASIN, Rachel. 2011. «Uses of Identity in the Anti-Authoritarian Movement in Quebec». Communication présentée au colloque de l'American Sociological Association. Las Vegas, Nevada.
- SILVESTRO, Marco et Jean-Marc FONTANT. 2005. «Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui!», *Possibles*, 29, 2.
- STAGGENBORG, Suzanne. 1998. «Social Movement Communities and Cycles of Protest: The Emergence and Maintenance of a Local Women's Movement», *Social Problems*, 45, 2: 180-204.
- STAGGENBORG, Suzanne et Verta TAYLOR. 2005. «Whatever Happened to the Women's Movement?», *Mobilization: An International Journal*, 10, 1.
- TAYLOR, Verta et Nancy WHITTIER. 1992. «Collective Identity in Social Movement Communities: Lesbian Feminist Mobilization», dans Aldon D. MORRIS et Carol McClurg MUELLER (dir.). *Frontiers in Social Movement Theory*. New Haven, Yale University Press: 104-129.
- TORMEY, Simon. 2004. *Anti-capitalism: A beginner's guide*. Oxford, One world publications.
- WILLIAMS, Dana M. 2009. «Red vs. Green: Regional Variation of Anarchist Ideology in the United States», *Journal of Political Ideologies*, 14, 2: 189-210.
- WILLIAMS, Dana M. et Matthew T. LEE. 2008. «"We Are Everywhere": An Ecological Analysis of Organizations in the Anarchist Yellow Pages». *Humanity and Society*, 32: 45-70.

ANNEXE – Liste des documents produits par le CRAC

• Monographies

- BOUCHER, Marie-Pierre. 2010. *Les Panthères roses de Montréal: Un collectif queer d'actions directes*. Montréal, CRAC. En ligne: www.crac-kebec.org/bibliotheque/les-pantheres-roses-de-montreal-une-monographie.
- KRUZYNSKI, Anna et Amandine GUILBERT (avec des membres de Libterre). 2008. *Libterre, un collectif écoradical: une monographie*. Montréal, CRAC. En ligne: www.crac-kebec.org/files/MonogrLT-09prWeb.pdf.
- LAMBERT-PILOTTE, Geneviève, Marie-Hélène DRAPEAU et Anna KRUYNSKI. 2007. «La révolution est possible: Portrait de groupes autogérés libertaires au Québec», *Possibles*, 31, 1-2: 138-159. En ligne: spectrum.library.concordia.ca/6513/1/LambertPilotte_et_al_2007.pdf.

PIROTTE, Magaly (avec les membres d'Ainsi Squattent-Elles!). 2009. *Ainsi squattent-elles! Une monographie*. Montréal, CRAC. En ligne: www.crac-kebec.org/files/web_ase-postrevision2.pdf.

- **Textes validés par des militants et des militantes**

COLLECTIF DE RECHERCHE SUR L'AUTONOMIE COLLECTIVE (CRAC). 2011a. *Antiautoritaires au Québec: uni.es par une culture politique*. Document de travail. En ligne: www.crac-kebec.org/bibliotheque/antiautoritaires-au-quebec-unies-par-une-culture-politique (version française) et www.crac-kebec.org/files/1-cracculture_politiquev2_19oct2011_en.pdf (version anglaise).

COLLECTIF DE RECHERCHE SUR L'AUTONOMIE COLLECTIVE (CRAC). 2011b. *Vision du changement social: l'anarchisme en tant que processus*. Document de travail. En ligne: www.crac-kebec.org/bibliotheque/vision-du-changement-social-lanarchisme-en-tant-que-processus (version française) et www.crac-kebec.org/files/2-cracanar_processusv2_19oct2011_en.pdf (version anglaise).

COLLECTIF DE RECHERCHE SUR L'AUTONOMIE COLLECTIVE (CRAC). 2011c. *Intersectionnalité, anti-oppression et «front lines struggle»*. Document de travail. En ligne: www.crac-kebec.org/files/atelier_anti_opp_vs_mai2011_0.pdf (version française) et www.crac-kebec.org/files/workshop_anti-opp_vs_may_2011.pdf (version anglaise).

- **Textes grand public**

BRETON, Émilie. (À paraître). «La Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC): parcours d'un réseau anticapitaliste» dans Rémi BELLEMARE-CARON, Émilie BRETON, Marc-André CYR, Francis DUPUIS-DÉRI et Anna KRZYNSKI (dir.). *L'anarchisme au Québec aujourd'hui: idées, pratiques et espoirs* (titre provisoire). Montréal, Lux éditeur.

BRETON, Émilie, Sandra JEPPESEN, Anna KRZYNSKI et Rachel SARRASIN. 2012. «Prefigurative self-governance and self-organization: the influence of antiauthoritarian (pro)feminist, radical queer and antiracist networks in Quebec», dans Aziz CHOUDRY, Jill HANLEY et Eric SHRAGGE (dir.). *Organize!: Building from the Local for Global Justice*. Oakland, PM Press: 156-173.

COLLECTIF DE RECHERCHE SUR L'AUTONOMIE COLLECTIVE (CRAC). 2010. *A diversity of sex tactics – Part I* (bilingue). Bande dessinée. En ligne: www.crac-kebec.org/files/comic_on_sexuality_2010.pdf.

DELISLE-L'HEUREUX, Nicolas et Rachel SARRASIN. (À paraître). «Au cœur de la nébuleuse anarchiste québécoise: la fourmière antiautoritaire», dans Rémi BELLEMARE-CARON, Émilie BRETON, Marc-André CYR, Francis DUPUIS-DÉRI et Anna KRZYNSKI (dir.). *L'anarchisme au Québec aujourd'hui: idées, pratiques et espoirs* (titre provisoire). Montréal, Lux éditeur.

ESLAMI, Shirene et Robyn MAYNARD. (À paraître). «Challenging Colonialism and Racism at the Heart of Anti-authoritarian Struggles», dans Rémi BELLEMARE-CARON, Émilie BRETON, Marc-André CYR, Francis DUPUIS-DÉRI et Anna KRZYNSKI (dir.). *L'anarchisme au Québec aujourd'hui: idées, pratiques et espoirs* (titre provisoire). Montréal, Lux éditeur.

KRZYNSKI, Anna. 2007. «Sortir de la cage productiviste: faire la révolution en préfigurant des alternatives conviviales, autonomes et économes», dans Serge MONGEAU (dir.). *Objecteurs de croissance*. Montréal, Écosociété: 97-107. En ligne: www.ecosociete.org/t112.php et www.crac-kebec.org/files/Krzynski_decroissance_2007.pdf.

KRUZYNSKI, Anna et Rachel SARRASIN. 2010. «Ni Dieu ni Maître: les anarchistes contemporains», *À Bâbord!* 34: 28-29. En ligne: www.ababord.org/spip.php?article1038.

LAMBERT-PILOTTE, Geneviève, Marie-Hélène DRAPEAU et Anna KRUYNSKI. 2007. «La révolution est possible: Portrait de groupes autogérés libertaires au Québec», *Possibles*, 31, 1-2: 138-159. En ligne: spectrum.library.concordia.ca/6513/1/LambertPilote_et_al_2007.pdf.

LEBLANC, Jacinthe. (À paraître). «Contre le patriarcat, je résiste et je me bats! Le féminisme radical au Québec», dans Rémi BELLEMARE-CARON, Émilie BRETON, Marc-André CYR, Francis DUPUIS-DÉRI et Anna KRUYNSKI (dir.). *L'anarchisme au Québec aujourd'hui: idées, pratiques et espoirs* (titre provisoire). Montréal, Lux éditeur.

SAINT-ARNAUD-BABIN, Catherine, Émilie BRETON et Maude PRUD'HOMME. 2007. «Jeunes féministes en images», *Le Féminisme en bref: Québécoises toujours debouttes!*, Fédération des femmes du Québec, Montréal: 38-41.

- **Articles académiques**

BRETON, Emilie, Julie GROLLEAU, Anna KRUYNSKI et Catherine SAINT-ARNAUD-BABIN. 2007. «Mon/notre/leur corps est toujours un champ de bataille: Discours féministes et queers libertaires au Québec, 2000-2007», *Recherches féministes*, 20, 2: 113-139.

BRETON, Emilie, Sandra JEPPESEN, Anna KRUYNSKI et Rachel SARRASIN. (Accepté pour publication). «Feminisms at the heart of contemporary anarchism in Québec: Grass-roots practices of intersectionality», dans Susan BRAEDEL, Jacinthe MICHAUD et Leah VOSKO (dir.). *Canadian Woman Studies* (numéro spécial à paraître: *Feminist Dialogues: Politiques publiques et action collective au Québec et en Ontario*): 147-159.

FORTIER, Ashley, Anna KRUYNSKI, Jacinthe LEBLANC, Leah NEWBOLD, Magaly PIROTTE et Coco RIOT. 2009. «Questionnements sur la compréhension de militantEs libertaires queer et féministes au Québec à l'égard du "nous femmes" et de la non-mixité: recoupements et divergences», dans Francine DESCARRIES et Lyne KURTZMAN (dir.). «Faut-il réfuter le "Nous femmes" pour être féministe au XXI^e siècle?», *Les Cahiers de l'IREF* 19. www.crac-kebec.org/files/articlens- femme_fr_final.pdf.

KRUZYNSKI, Anna. (Accepté pour publication). «L'action directe contemporaine: idées et pratiques» (titre provisoire), dans M. HÉBERT et N. BEAUDET (dir.). *Regards sur la non-violence au Québec: idées et luttes*. Québec, Presses de l'Université Laval.

SARRASIN, Rachel. «Développement organisationnel au sein de la communauté antiautoritaire au Québec» (titre provisoire). Article en préparation pour une thèse de doctorat.

SARRASIN, Rachel. «Uses of Identity in the Anti-Authoritarian Movement in Quebec» (titre provisoire). Article en préparation pour une thèse de doctorat.

- **Communications académiques**

BRETON, Émilie, Sandra JEPPESEN et Anna KRUYNSKI. 2010. *Pensées et pratiques féministes antiautoritaires au Québec: féministes radicales, queers et militantes antiracistes*. Communication présentée au Colloque organisé par le groupe Gender and Public Policy. Toronto, Collège Glendon de l'Université York.

- BRETON, Émilie, Sandra JEPPESEN, Anna KRUYNSKI, Robyn MAYNARD, Magaly PIROTTE et Coco RIOT. 2009. *Social Change Through Research: Collective Participatory Action Research in Montreal Anti-authoritarian Networks*. Communication présentée dans le cadre du « 1st North American Anarchist Studies Network Conference ». Hartford, Connecticut.
- BRETON, Émilie, Sandra JEPPESEN, Anna KRUYNSKI et Rachel SARRASIN. 2011. *Ethics and Accountability in Prefigurative Participatory Antiauthoritarian Research*. Communication présentée sur le panel Movement Knowledge/ Movement Research, dans le cadre du « North American Anarchist Studies Network Conference ». Toronto.
- BRETON, Émilie, Sandra JEPPESEN, Anna KRUYNSKI et Rachel SARRASIN. 2011. Participation au panel *Smashing the Shadowbox: The Possibilities, Challenges, and Futures of Radical Research for Social Transformation*. Fredericton, Society for Socialist Studies, Congress of the Humanities and Social Sciences.
- BRETON, Émilie et Anna KRUYNSKI. 2010. *Pensées et pratiques féministes antiautoritaires au Québec: de la recherche à l'action*, Communication présentée au colloque « Intersectionnalité », à l'ACFAS, Université de Montréal.
- DELISLE-L'HEUREUX, Nicolas et Anna KRUYNSKI. 2007. *La fourmilière anticapitaliste et antiautoritaire globalisée: subvertir, bloquer, préfigurer et construire des alternatives au Québec*. Communication à l'ACFAS. Trois-Rivières.
- DRAPEAU, Marie-Hélène, Amandine GUILBERT, Anna KRUYNSKI et Geneviève LAMBERT-PILOTTE. 2006. *Faire de la recherche autrement: Présentation des prémises de base et des caractéristiques d'une équipe de recherche autogérée*. Communication présentée au congrès de l'ACFAS. Montréal, Université McGill.
- FORTIER, Ashley, Anna KRUYNSKI, Jacinthe LEBLANC, Leah NEWBOLD, Magaly PIROTTE et Coco RIOT. 2008. *Questionnements sur la compréhension de militantEs libertaires queer et féministes au Québec à l'égard du "nous femmes" et de la non-mixité: recouplements et divergences*, Communication présentée au colloque « Faut-il réfuter le Nous femmes pour être féministe au XXI^e siècle? », organisé par l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM, à l'ACFAS. Québec.
- KRUYNSKI, Anna. 2009. *Un trait du nouveau visage du féminisme au Québec? Le militantisme des antiautoritaires (pro)féministes et queers ayant commencé à s'impliquer en ce sens depuis 1995 – des résultats préliminaires*. Communication présentée à l'équipe de recherche de l'IREF, UQAM.
- KRUYNSKI, Anna, Emilie BRETON et Julie GROLLEAU. 2007. *Vers la construction d'un nouvel imaginaire: un exposé sur la théorie de la stratification sociale de Floya Anthias*. Communication présentée au Colloque de l'ACFAS. Trois-Rivières.
- SARRASIN, Rachel. 2011. « Uses of Identity in the Anti-Authoritarian Movement in Quebec », Communication présentée lors du colloque de l'American Sociological Association. Las Vegas, Nevada.